Jeunes du Centre

PAPIER DE POSITION

CLIMAT ET ÉNERGIE

La Suisse s'est fixée comme ambition d'atteindre la neutralité en termes d'émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. Bien que réalisable, cet objectif ambitieux nécessite un changement radical dans les modes de production et de consommation, notamment dans les secteurs de la mobilité, du logement et de l'alimentation. Politique, économie et société : tous ont la responsabilité d'apporter leur contribution à une protection efficace du climat. Pour y parvenir, des objectifs concrets qui peuvent être atteints grâce à des progrès technologiques et organisationnels doivent être définis pour les différents secteurs et l'approvisionnement énergétique. Cette transition doit toutefois garantir que les besoins de la population continuent d'être satisfaits. L'inaction entraîne des conséquences écologiques, économiques et sociales négatives. Il est donc crucial de prendre des mesures efficaces dès aujourd'hui pour limiter l'adoption de mesures compensatoires par les générations futures.

→ TAXE SUR LE CO2

La taxe sur le CO2 représente une mesure incitative sur les combustibles fossiles qui vise à internaliser les coûts externes et à encourager une utilisation économique et accrue des sources d'énergie respectueuses du climat. [1] Cette taxe s'applique en particulier aux technologies néfastes pour le climat, en rendant les alternatives durables plus attrayantes et en stimulant les innovations. Les recettes générées sont principalement réaffectées à la population et à l'économie, tandis qu'une petite partie est utilisée pour des mesures de protection du climat. Les particuliers bénéficient de cette redistribution par l'intermédiaire de l'assurance-maladie, car les coûts administratifs sont ainsi faibles. Pour les entreprises, la redistribution est effectuée par les caisses de compensation AVS, qui distribuent les montants dus sous forme de déductions ou de versements. L'élargissement de la portée de la taxe sur le CO2 encouragera l'adoption de technologies à faibles émissions et pénalisera les technologies à fortes émissions, créant ainsi davantage de fonds pour la protection du climat. Le niveau de la taxe pourra être ajusté périodiquement en fonction de l'évolution des émissions, en vue de réaliser l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050. [2] Afin d'avoir une solution globale, les produits importés devront aussi être soumis à une taxe via un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières. Dans le domaine de l'aviation, nous soutenons vivement l'utilisation généralisée des carburants durables pour l'aviation (SAF – Sustainable Aviation Fuel). L'utilisation de SAF, associée à un taux d'incorporation obligatoire conforme aux évolutions actuelles dans l'Union européenne, pourrait constituer une mesure efficace pour réduire les émissions de carbone dans l'aviation.

Ainsi, les Jeunes du Centre Suisse demandent :

- Une extension de la taxe sur le CO2 à tous les secteurs et à tous les gaz à effet de serre, conformément au principe du « pollueur-payeur » ;
- L'imposition d'une taxe sur toutes les émissions de gaz à effet de serre produites en Suisse, calculée en fonction de l'impact des gaz à effet de serre, indépendamment de leur source ;
- L'introduction d'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, en concertation avec les initiatives en cours dans l'Union européenne ;
- Une évaluation des mesures de protection du climat supplémentaires qui pourraient être soutenues à l'avenir par la taxe sur le CO2, en plus du programme Bâtiments ;
- La garantie de fonds suffisants pour les mesures de protection du climat, provenant de la taxe sur le CO2 ou d'autres taxes incitatives qui ne pénalisent pas certaines régions ;
- Des mesures et des attentes flexibles en fonction du secteur et de la région. En effet, la transition énergétique et les objectifs qui y sont liés seront plus ou moins difficiles à atteindre selon le secteur et la situation géographique. Pour cette raison, aucune région ou secteur ne doit être laissé pour compte. La transition énergétique doit être accessible par tous, avec un soutien approprié, et non être imposée par des règles trop strictes qui ne pourront probablement pas être respectées sans soutien.
- La mise en place d'incitations financières pour favoriser le développement et l'utilisation des carburants durables pour l'aviation (FAS – Fuel Alternatives for Aviation) à un prix compétitif, ainsi que la simplification des formalités douanières pour l'importation de ces carburants.

→ APPROVISIONNEMENT ÉNERGÉTIQUE

Afin d'atteindre l'objectif zéro émission nette, il est crucial de remplacer les énergies fossiles par des sources d'énergie renouvelables dans tous les domaines, qu'il s'agisse des transports, des bâtiments, de l'industrie ou de nos habitudes de consommation personnelles. Par conséquent, les énergies fossiles doivent être progressivement remplacées par des alternatives durables. La décarbonation et l'électrification croissante entraîneront une hausse de la consommation d'électricité en Suisse d'ici 2050. Il est donc impératif de développer rapidement les sources d'énergie renouvelables pour répondre aux besoins futurs accrus. Actuellement, l'énergie hydraulique est la principale source d'approvisionnement électrique en Suisse, représentant environ 57% de la production annuelle. [3] Bien que la majorité du potentiel hydroélectrique soit déjà exploité, il reste des possibilités d'extension telles que le rehaussement des murs des barrages existants ou la construction de nouvelles centrales hydroélectriques.

L'utilisation croissante de technologies électriques, telles que les pompes à chaleur et les voitures électriques, ainsi que l'injection d'électricité solaire dans le réseau, entraînent une surcharge du réseau électrique pendant certaines heures. [4] De ce fait, il est important de développer le réseau électrique et d'optimiser l'utilisation du réseau. Pour garantir la sécurité de l'approvisionnement, il est essentiel d'opter pour un mix équilibré de sources d'énergie renouvelables. En plus de l'énergie hydraulique et solaire, il convient d'investir dans l'énergie éolienne, qui produit la majeure partie de l'électricité durant le semestre d'hiver et complète ainsi parfaitement l'énergie solaire. [5] Cependant, des ajustements réglementaires sont nécessaires pour garantir la sécurité et l'attrait des investissements dans les énergies renouvelables. En effet, le processus d'approbation pour les éoliennes est actuellement trop long et une accélération de ces procédures permettrait un développement plus rapide. [6] En ce qui concerne l'énergie nucléaire, les Jeunes du Centre soutiennent la Stratégie énergétique 2050, qui interdit la construction de nouvelles centrales nucléaires.

Un approvisionnement national et décentralisé en énergie accroît notre indépendance vis-à-vis des importations d'énergies fossiles, qui sont problématiques sur le plan géopolitique, et renforce la résilience de l'économie. La Suisse dépense actuellement environ huit milliards de francs par an à l'étranger pour l'énergie fossile. Étant donné que la production d'électricité à partir des sources d'énergie renouvelables est saisonnière et dépendante des conditions météorologiques, la coopération entre la Suisse et l'UE pour l'approvisionnement en énergie reste essentielle.

Dans les domaines où la décarbonation est difficile, comme les transports ou l'industrie, l'utilisation de l'hydrogène « vert » ou des carburants synthétiques issus des énergies renouvelables pourraient remplacer les énergies fossiles. Pour garantir une offre suffisante d'hydrogène « vert » et de carburants synthétiques rentables à l'avenir, il est crucial de poursuivre la recherche et de tester leur intégration sur le marché au moyen de projets pilotes. [7]

Ainsi, les Jeunes du Centre Suisse demandent :

- Une adaptation du droit de recours des associations qui, actuellement, entrave et retarde le développement des énergies renouvelables. Les procédures d'autorisation des projets énergétiques doivent ainsi être améliorées et accélérées afin de permettre une transition énergétique dans les meilleures conditions possibles ;
- La réalisation dans les meilleurs délais des 15 projets de centrales hydroélectriques à accumulation identifiés par la table ronde consacrée à l'énergie hydraulique ;
- Une mise en place rapide et efficace de l'offensive photovoltaïque ;
- Une développement approprié de l'énergie éolienne ;
- Une évaluation du potentiel de la géothermie en Suisse ;
- Des procédures d'autorisation plus rapides, plus efficaces et plus simples pour les investissements dans les énergies renouvelables ;
- Des incitations au recyclage des matériaux utilisés pour la production d'énergies renouvelables ;
- Des incitations plus fortes pour augmenter l'efficacité énergétique et économiser l'énergie ;
- Une accélération de l'expansion du réseau électrique ainsi que son développement et une meilleure interconnexion ;
- Le développement de capacités de stockage supplémentaires et la poursuite du développement des options de stockage ;
- Un accord sur l'électricité avec l'UE ;
- La promotion de la recherche et de l'utilisation d'hydrogène et de carburants synthétiques « verts » ;
- Une participation accrue de la population locale dans la planification des projets énergétiques pour assurer une meilleure acceptation.

→ SECTEUR DU BÂTIMENT

En Suisse, près de 24 % des émissions de gaz à effet de serre sont imputables aux bâtiments, principalement pour le chauffage et la préparation de l'eau chaude. [8] Remplacer les systèmes de chauffage fossiles par des alternatives renouvelables représente un grand potentiel pour lutter contre le changement climatique. Les rénovations énergétiques peuvent également réduire de plus de la moitié les besoins en chauffage et les émissions de CO2 associées. [9] Cependant, le taux de rénovation en Suisse demeure trop faible, stagnant à environ 1% par an, malgré un nombre élevé de bâtiments nécessitant une rénovation urgente (environ 1,5 million de maisons). [10] Si cette tendance persiste, le parc immobilier ne sera pas neutre en termes d'émissions de gaz à effet de serre avant la fin du siècle, au plus tôt. Afin d'atteindre les objectifs climatiques, il est impératif d'augmenter le taux de rénovation à ce taux à 2 ou 3% par an. [11]

Les toits et les façades des bâtiments en Suisse offrent un potentiel important et inexploité pour la production d'énergie solaire photovoltaïque, en particulier dans les zones urbaines et périurbaines où l'infrastructure électrique est déjà en place. Malheureusement, de nombreux toits, y compris ceux des nouveaux bâtiments, ne sont pas encore équipés de panneaux solaires, ce qui représente une occasion manquée.

Ainsi, les Jeunes du Centre Suisse demandent :

- L'installation exclusive de systèmes de chauffage qui utilisent des sources d'énergie renouvelables ;
- Un taux de rénovation annuel doublé pour les bâtiments existants ;
- Une augmentation significative de l'utilisation des sources d'énergie renouvelables dans le secteur du bâtiment ;
- Une exigence pour les nouvelles constructions et les rénovations importantes de produire de manière renouvelable une part de l'électricité qui y sera consommée ;
- Des tarifs de rachat équitables et uniformes pour les propriétaires qui injectent de l'électricité solaire dans le réseau.

→ MOBILITÉ

La mobilité est très importante pour les individus, car elle est synonyme de liberté personnelle. Toutefois, les émissions de gaz à effet de serre générées par les transports en Suisse sont responsables d'environ 32 % des émissions totales. [8] Il est donc essentiel de développer une mobilité respectueuse du climat. Certaines régions de Suisse souffrent d'un manque de transports en commun, forçant les habitants à se déplacer en voiture, souvent seuls. Pour remédier à cette situation, il est important de promouvoir et de développer les transports en commun pour répondre aux besoins de tous, qu'il s'agisse de courts ou de longs trajets. Actuellement, la majorité des bus utilisent des combustibles fossiles. Il est donc crucial de moderniser les flottes de bus des sociétés de transport en passant de l'essence à l'électricité comme source d'énergie.

Dans les villes et les agglomérations, la mobilité douce est un facteur important pour une mobilité respectueuse du climat. Dans de nombreux endroits, l'infrastructure nécessaire à une circulation cycliste sûre fait défaut et trop peu d'espace est accordé aux piétons. La revalorisation des espaces routiers et la création de l'infrastructure nécessaire à la mobilité douce permettent en outre d'améliorer considérablement la qualité de l'habitat. Afin d'améliorer la fluidité du trafic pour tous les usagers, une séparation physique du trafic motorisé et une signalisation adaptée doivent être mises en place à tous les endroits possibles. En outre, le virage à droite et la signalisation lumineuse séparée aux endroits appropriés pour le trafic cycliste doivent devenir la norme.Outre la promotion des transports non motorisés et des transports en commun, l'adoption de la mobilité électrique, associée à la production d'électricité renouvelable, est un élément important de la mobilité durable. Pour augmenter la part des véhicules électriques dans la flotte totale de véhicules en Suisse, une infrastructure nationale de recharge est nécessaire. Les installations de recharge doivent être disponibles à domicile, au travail et sur la route afin d'accélérer la pénétration de l'électromobilité sur le marché. Il est donc crucial de faciliter et de promouvoir l'installation de bornes de recharge dans des lieux jusqu'ici non aménagés, tels que les appartements locatifs, les immeubles d'habitation et les locaux des entreprises.

De plus, la tarification de la mobilité offre une opportunité pour une meilleure internalisation des coûts externes liés à la mobilité, tout en réduisant les problèmes de circulation dans les villes et les agglomérations. Ainsi, la congestion des routes peut être réduite et une utilisation plus efficace des transports peut être encouragée. La mise en place de chaînes de mobilité peut également permettre une meilleure interconnexion entre différents modes de transport.

Par ailleurs, des horaires de travail plus flexibles peuvent encourager les déplacements en dehors des heures de pointe, et une meilleure connexion entre les lieux de résidence et de travail peut réduire le trafic en général.

Il est essentiel de considérer la mobilité durable non seulement dans les villes et les agglomérations, mais également dans les zones rurales. Il convient de prendre en compte la situation spécifique de ces régions, qui font face à des défis particuliers en matière de mobilité. Pour faciliter la construction de liaisons câblées plaine-montagne, alimentées par des énergies renouvelables, il est important d'encourager leur développement. Ces liaisons permettent une mobilité simple et rapide entre les gares des agglomérations et les stations de montagne, facilitant ainsi l'utilisation des transports publics tant pour les touristes que pour la population locale de ces régions.

Ainsi, les Jeunes du Centre Suisse demandent :

- Une promotion et un développement renforcé du réseau de transports publics durables ;
- l'introduction d'une offre de transports publics à prix fortement réduit pour les moins de 25 ans et les étudiants dans toutes les régions de Suisse ;
- Une amélioration globale de la qualité des transports publics, y compris des ajustements d'horaires et des liaisons directes entre agglomérations pour une meilleure efficacité durant les heures de pointe ;
- Le développement d'une infrastructure de transport favorisant les modes de déplacement doux tels que la marche et le vélo ;
- Un soutien accru au transport ferroviaire transfrontalier de passagers ;
- Une forte augmentation de la part de véhicules neufs électriques ;
- Le développement généralisé des infrastructures de recharge pour les véhicules électriques dans les zones qui ne sont pas encore couvertes, grâce à des mesures incitatives financières et fiscales ;
- Des incitations au recyclage des matériaux utilisés pour l'électromobilité ;
- De meilleures connexions entre les différents modes de transport ;
- Une plus grande utilisation de la tarification de la mobilité entre les différents modes de transport, en prenant en compte les aspects sociaux ;
- La prise en compte de la situation particulière des régions rurales en matière de mobilité ;
- Une facilitation de la réalisation de liaisons câblées plaine-montagnes et leur intégration dans le réseau de transports publics.

→ AGRICULTURE ET ALIMENTATION

Une alimentation respectueuse du climat nécessite la collaboration des exploitations agricoles, du commerce de détail et des consommateurs. Il est nécessaire de considérer une vision globale et de mettre en place différentes mesures pour passer à une agriculture et une alimentation responsables. Cela implique la suppression des incitations négatives pour les produits nuisibles au climat, l'internalisation des coûts externes, la promotion des produits et pratiques respectueux du climat ainsi que la réduction du gaspillage alimentaire.

En Suisse, la production d'aliments pour animaux occupe la grande majorité des surfaces agricoles. Outre l'herbe utilisée comme fourrage, du fourrage est également cultivé pour les animaux sur des terres arables, et de grandes quantités d'aliments pour animaux sont importées. Ces pratiques ont des conséquences négatives sur le climat et l'environnement. [12]

Pour atteindre les objectifs susmentionnés, la Suisse doit s'efforcer de mettre en place une agriculture durable, basée sur les trois principes du développement durable : économiquement viable, socialement équitable et écologiquement saine. La transition vers une agriculture plus respectueuse du climat et de l'environnement ne se fera pas sans difficultés. Chaque exploitation agricole doit donc être observée et soutenue, car l'objectif n'est pas de pénaliser les agriculteurs, mais de les accompagner dans la transition énergétique. Si les technologies et les aides ne suffisent pas à court ou moyen terme pour atteindre les objectifs, il est nécessaire d'avoir des puits de carbone suffisants pour compenser les émissions.

Ainsi, les Jeunes du Centre Suisse demandent :

- Une adaptation du système des paiements directs pour encourager davantage une agriculture respectueuse des ressources et du climat ;
- La promotion d'une agriculture adaptée aux conditions locales pour une production alimentaire plus durable et respectueuse de l'environnement ;

- Des mesures supplémentaires pour réduire le gaspillage alimentaire et minimiser l'impact environnemental de la production alimentaire ;
- La promotion d'une consommation alimentaire locale et plus respectueuse du climat ;
- Une réduction de l'impact climatique des importations d'aliments pour animaux en encourageant une production locale et durable de fourrage et d'aliments pour animaux ;
- Une utilisation efficace, ciblée et économe des engrais, des pesticides et de l'irrigation pour minimiser les effets négatifs sur l'environnement et la santé humaine ;
- Un accompagnement adapté des exploitations agricoles pour faciliter la transition vers une agriculture durable et respectueuse de l'environnement.

→ INDUSTRIE

En Suisse, l'industrie est responsable de 25% des émissions de gaz à effet de serre, ce qui nécessite une transition vers une économie circulaire. [8] Cependant, l'industrie, le recyclage des déchets et l'agriculture continueront probablement de produire des émissions de gaz à effet de serre après 2050. Pour compenser ces émissions résiduelles, des technologies à émissions négatives et de stockage doivent être développées et utilisées rapidement. Pour ce faire, des jalons appropriés doivent être posés. Il faut notamment tenir compte des technologies telles que le captage et le stockage du carbone, qui permettent de capter le CO2 directement des industries à fortes émissions et de le stocker à long terme. [13]

Ainsi, les Jeunes du Centre Suisse demandent :

- Le renforcement de la promotion de l'économie circulaire passe notamment par la création de bases juridiques appropriées ;
- Une promotion accrue du développement et de l'utilisation de technologies à émissions négatives et de stockage ;
- La promotion du captage et du stockage du carbone dans les industries à forte émission où les émissions de CO2 sont inévitables ;
- L'examen des capacités disponibles pour le stockage de CO2 approprié et durable en Suisse et à l'étranger, en prenant en compte les aspects environnementaux, économiques et sociaux.

→ LA SUISSE EN TANT QUE PLACE FINANCIÈRE ET LIEU D'INNOVATION ET DE RECHERCHE

Les décisions de financement et d'investissement prises sur les marchés financiers ont un impact sur le climat et l'environnement. Les investissements actuels dans l'approvisionnement énergétique, par exemple, déterminent la quantité de gaz à effet de serre qui sera émise à l'avenir. [8] C'est pourquoi la place financière suisse a un rôle crucial à jouer dans la réalisation de l'objectif zéro émission nette. Au lieu de continuer à investir dans des technologies obsolètes utilisant des énergies fossiles, les fonds doivent être alloués au développement des énergies renouvelables, de l'économie circulaire, de l'agriculture respectueuse du climat et d'autres secteurs économiques durables. Les investissements en faveur de la protection du climat peuvent générer de la valeur ajoutée en Suisse et créer des emplois orientés vers l'avenir, plutôt que de transférer chaque année huit milliards de francs à l'étranger pour l'achat d'énergie fossile.

Ainsi, les Jeunes du Centre Suisse demandent :

- Une meilleure prise en compte de l'impact climatique et environnemental des décisions de financement et d'investissement de la place financière suisse ;
- Des plans d'action et des normes pour la décarbonation des flux financiers ;
- Une plus grande transparence de la place financière suisse en ce qui concerne les projets liés à l'énergie et au climat ;
- Des plans obligatoires pour les investissements publics (comme l'AVS, les caisses de pension, les assurances, la Banque nationale suisse) avec des normes minimales spécifiques liées au climat et des exigences de transparence pour les investissements réalisés.

→ ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RENFORCEMENT DE LA BIODIVERSITÉ

Outre la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'adaptation au changement climatique gagne en importance. Des mesures visant à renforcer la capacité d'adaptation de la société, de l'économie et de l'environnement doivent être décidées et mises en œuvre. De telles mesures sont en effet indispensables pour faire face à l'augmentation de la sécheresse estivale et des fortes chaleurs, à la modification des habitats, à l'augmentation du risque d'inondation et à la dégradation de la qualité de l'eau, du sol et de l'air. [14]

Il est également crucial de préserver la biodiversité, car une biodiversité riche et des écosystèmes sains peuvent contribuer à protéger le climat et à lutter contre les effets du changement climatique. Malheureusement, la biodiversité en Suisse est en forte régression, avec près de la moitié des habitats et un tiers des espèces menacés. [15] La perte de biodiversité et de ses services écosystémiques est une menace pour notre existence même ainsi que pour les performances économiques de tous les secteurs.

Ainsi, les Jeunes du Centre Suisse demandent :

- Une sensibilisation accrue des cantons, des régions et des communes à l'adaptation au changement climatique ;
- La mise à disposition de moyens financiers suffisants pour l'adaptation au changement climatique, en particulier dans les régions les plus touchées, comme les régions de montagne ;
- Davantage d'investissements dans les infrastructures vertes ;
- Une augmentation de la proportion d'espaces verts et de surfaces non imperméabilisées grâce à des objectifs appropriés à tous les niveaux de l'aménagement du territoire ;
- Une meilleure coordination des différentes mesures de promotion de la biodiversité ainsi qu'un meilleur entretien des mesures d'infrastructure telles que les corridors à faune ;
- Une mise en œuvre rapide et cohérente du nouvel accord de Montréal sur la protection de la nature.

Sources :

[1] https://www.bafu.admin.ch/bafu/de/home/themen/klima/fachinformationen/verminderungsmassnahmen/co2-abgabe.html
[2] https://www.nzz.ch/meinung/vier-eckpunkte-fuer-ein-schlankes-wirksames-und-verstaendliches-co2-gesetz-ld.1685054
[3] https://www.bfe.admin.ch/bfe/de/home/versorgung/erneuerbare-energien/wasserkraft.html
[4] https://www.nzz.ch/wirtschaft/e-autos-und-waermepumpen-dies-bringt-das-stromnnetz-ans-limit-ld.1722389
5] https://www.newsd.admin.ch/newsd/message/attachments/72771.pdf
6] https://www.nzz.ch/meinung/die-bremse-bei-der-windkraft-loesen-ld.1723161
[7] BFE «Thesen zur künftigen Bedeutung von Wasserstoff in der Schweizer Energieversorgung»
[8] https://www.bafu.admin.ch/bafu/de/home/themen/klima/inkuerze.html
[9]https://www.bafu.admin.ch/bafu/de/home/themen/klima/fachinformationen/verminderungsmassnahmen/gebaeude/gebaeudeprogramm.html
[10] https://www.raiffeisen.ch/casa/de/immobilien-sanieren/sanierungsplanung/sanierungsstau.html
[11] https://www.energie-experten.ch/de/wohnen/detail/energieverbrauch-zum-heizen-halbieren.html
[12] https://www.zhaw.ch/de/forschung/forschungsdatenbank/projektdetail/projektid/3591/
[13] https://www.newsd.admin.ch/newsd/message/attachments/71551.pdf
[14] BAFU «Impulse für eine klimaangepasste Schweiz»
[15]https://www.bafu.admin.ch/bafu/de/home/themen/biodiversitaet/fachinformationen/zustand-der-biodiversitaet-in-der-schweiz.html